



Contrat de services professionnels

Direction Conformité et développement durable
Conformité

Numéro de référence : 21274-20003
Numéro de contrat-cadre : 4600031438
Numéro de commande : 4512077071

ENTRE HYDRO-QUÉBEC

Personne morale de droit public incorporée en vertu de la
Loi sur Hydro-Québec, L.R.Q. Ch. H-5,
ayant son siège social au
75, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec)
H2Z 1A4

Ci-après appelée « CLIENT »

ET BUREAU DE NORMALISATION DU QUÉBEC

ayant un établissement au

333, rue Franquet
Québec (Québec)
G1P 4C7

Ci-après appelée « CONSULTANT »

1. NATURE DES SERVICES

Fournir le service de registraire pour les audits d'enregistrement et de maintien du système de gestion environnementale (ISO 14001) et du système de gestion anticorruption (ISO 37001).

2. COÛT DES SERVICES

Le montant autorisé du contrat est de **230 600 \$**, excluant les taxes.

3. DURÉE DES SERVICES

Le contrat entre en vigueur le **18 février 2021** pour les services requis et il prendra fin le **31 décembre 2023**, aux conditions prévues au contrat.

4. RECONNAISSANCE DU CONTRAT

Les représentants des parties au contrat identifiés ci-dessous conviennent que le contrat est constitué de tous les documents contractuels identifiés par un ☒ à l'article 6 du présent formulaire.

Le CONSULTANT déclare avoir pris connaissance de tous les documents auxquels le présent contrat fait référence et, lorsqu'exigé au contrat, détenir la certification ISO 9001 en vigueur. Le contrat constitue une obligation valide et exécutoire. Les parties déclarent posséder les pouvoirs et la capacité nécessaires pour conclure la présente entente.

Le CONSULTANT comprend et accepte sans réserve être lié par les documents constituant le présent contrat. Ce dernier devient exécutoire dès que le CONSULTANT entreprend les services visés.

5. REPRÉSENTANTS DES PARTIES AUX FINS D'ADMINISTRATION

Toute communication officielle entre les parties doit se faire par écrit entre les personnes suivantes :

CLIENT		CONSULTANT	
Nom :	Sophie Bergeron	Nom :	Isabelle Landry
Titre :	Conseillère Conformité	Titre :	Directrice des opérations
Adresse :	75, boulevard René-Lévesque Ouest, 2 ^e étage Montréal (Québec) H2Z 1A4	Adresse :	333, rue Franquet Québec (Québec) G1P 4C7
Tél. :	514-289-2211 poste 7918	Tél. :	418-652-2238
Cel. :	438-777-1073	Cel. :	418-953-0697
Courriel :	Bergeron.sophie2@hydroquebec.com	Courriel :	Charles.landry@bnq.qc.ca

Adresse de paiement du CONSULTANT : (même adresse)

6. DOCUMENTS CONSTITUANT LE CONTRAT

En plus des documents indiqués à la clause 2.1.2 du cahier des clauses générales, les documents suivants font partie intégrante du contrat.

- ☒ Document d'appel de propositions # AM000435
- ☒ Proposition de services du fournisseur
- ☒ Engagement de confidentialité
- ☐ Entente branchement poste
- ☐ Entente tri-partite
- ☐ Équipement de protection ingénierie
- ☐ Encadrements complémentaires UC-02.0 – Révision C
- ☐ Liste de vérification de l'ingénierie de détail réalisée par la firme externe – Génie civil – Décembre 2012
- ☐ Liste de vérification de l'ingénierie de détail réalisée par la firme externe – Implantation électrique – Décembre 2012



Contrat de services professionnels

Clauses particulières

1.	CHANGEMENTS AUX CLAUSES SPÉCIFIQUES -----	1
2.	MODALITÉS DE PAIEMENT – FORFAITAIRE -----	3
3.	TERMINOLOGIE -----	3
4.	COVID-19 -----	3
5.	QUALITÉS PERSONNELLES OU PROFESSIONNELLES DU FOURNISSEUR -----	4
6.	RENCONTRE DE DÉMARRAGE -----	4
7.	RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS - COMMERCIAUX ET AUTRES -----	4
8.	OBLIGATIONS DE DIVULGATION DU FOURNISSEUR -----	6
9.	RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS - COMMERCIAUX ET AUTRES -----	6
10.	SOLLICITATION ET RECRUTEMENT DE RESSOURCES -----	8
11.	TRANSPORT AÉRIEN DU PERSONNEL -----	8
12.	VÉRIFICATION DE LA FIABILITÉ ET DE L'INTÉGRITÉ DES PERSONNES -----	8
13.	ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE -----	9

1. Changements aux clauses spécifiques

- 1. Ajout** de la clause intitulée *Retrait des accès* au cahier des clauses générales relatives aux Services professionnels

Retrait des accès

Conformément aux exigences de la North American Electric Reliability Corporation (NERC) et aux règles de sécurité corporative d'Hydro-Québec, Hydro-Québec doit retirer les accès à un actif dans un délai de 24h suivant le départ d'une ressource.

Aux fins de la présente clause, une ressource inclut tout employé, dirigeant, représentant, consultant ou sous-traitant du fournisseur et un actif signifie l'ensemble des biens appartenant à Hydro-Québec ou dont Hydro-Québec a la garde et l'usage, qu'ils soient corporels, tels que les installations, les bâtiments, les chantiers, le matériel roulant, les équipements et les outils, etc., ou qu'ils soient incorporels, tels que les brevets, les droits d'auteur, les marques de commerce, les applications informatiques d'entreprise ainsi que toute autre information appartenant à Hydro-Québec.

Le fournisseur qui doit accéder aux actifs d'Hydro-Québec dans le cadre de l'exécution du contrat et qui obtient des accès spécifiques pour ses ressources, doit :

- Sans délai informer verbalement le représentant d'Hydro-Québec si une ressource détenant un accès spécifique aux actifs d'Hydro-Québec n'est plus affectée à l'exécution du contrat. Dans l'éventualité où le fournisseur ne serait pas en mesure d'aviser verbalement le représentant d'Hydro-Québec, il doit en informer sans délai la centrale d'alarmes d'Hydro-Québec en composant le 1-877-816-1212.
- Dans un délai maximal de cinq (5) jours suivant l'avis verbal, transmettre une confirmation écrite au représentant d'Hydro-Québec

Le fournisseur qui omet de respecter la présente clause sera tenu responsable des dommages causés par cette omission.

- 2. Remplacement** de la clause intitulée *5. Propriété et données d'Hydro-Québec* au cahier des clauses générales relatives aux Services professionnels

Le fournisseur concède à Hydro-Québec une licence sur tous les résultats, produits, rapports et documents découlant des services exécutés par le fournisseur dans le cadre du présent contrat, afin qu'Hydro-Québec puisse les utiliser pour ses fins, le tout conformément aux règles d'accréditation du fournisseur. Cette licence irrévocable est exclusive (à l'exception du Conseil canadien des normes à qui le fournisseur pourrait concéder une telle licence), incessible, accordée sans limite de temps, ou de territoire, et ne peut faire l'objet de sous-licence.

Si Hydro-Québec est dûment certifié par le fournisseur, celui-ci concédera à Hydro-Québec une licence sur le certificat attestant la certification d'Hydro Québec et sur la

marque de certification du fournisseur, le tout conformément à l'annexe A des Règles de fonctionnement pour la certification de systèmes de gestion par le fournisseur. Cette licence sera non exclusive, incessible, sans droit d'accorder de sous-licence et sera concédée pour la durée de la validité de la certification d'Hydro Québec émise par le fournisseur, sans limite de territoire, et uniquement à des fins de promotion par Hydro-Québec de sa certification, le tout, en conformité avec les instructions graphiques du fournisseur.

3. Modification de la clause intitulée *8. Indemnisation* au cahier des clauses générales relatives aux Services professionnels

Le fournisseur s'engage, à ses frais, à prendre fait et cause pour Hydro-Québec, ses administrateurs, dirigeants, employés, préposés, mandataires et ayants droit dans toute réclamation et poursuite judiciaire, de quelque nature qu'elle soit, provenant de tiers découlant de tout défaut du fournisseur en vertu du contrat ou de l'exécution des services ou du non- respect des lois applicables au contrat, et à les indemniser en capital, intérêts et indemnités prévues au *Code civil du Québec*, frais d'expertise et frais de toute autre nature, de toute condamnation à l'égard de tiers prononcée contre eux.

4. Modification au 3^e paragraphe de la clause intitulée *10. Défaut – Retrait – Résiliation* des clauses générales relatives aux Services professionnels

...

Le fournisseur a alors droit, déduction faite des sommes qu'il doit à Hydro-Québec et en proportion du prix contractuel, seulement à la valeur des services exécutés et des matériaux approvisionnés au moment de la notification de la résiliation ou de la suspension.

5. Modification à la clause intitulée *Frais de déplacement* au cahier des clauses Rémunération relatives aux Services professionnels

Frais de déplacement

À compter du 1^{er} janvier 2021

Doit se lire :

Indemnités pour	
Véhicule personnel (automobile ou camionnette)	0,53 \$ du kilomètre
Véhicule personnel avec remorque	0,63 \$ du kilomètre

2. Modalités de paiement – Forfaitaire

Conformément à la clause spécifique *Rémunération du CONSULTANT*, le CONSULTANT a droit à la rémunération forfaitaire de **230 600\$**, sur présentation de factures, conformément aux exigences et à la satisfaction du CLIENT de la façon suivante :

ACTIVITÉS	MONTANTS FORFAITAIRES
Audits d'enregistrement et de maintien à la norme ISO 37001	107 000 \$
Audits d'enregistrement et de maintien à la norme ISO 14001	123 600 \$

De plus, le consultant peut facturer des dépenses inhérentes au contrat, tel qu'indiqué dans la clause intitulée *Rémunération du CONSULTANT*.

3. Terminologie

Pour les fins de ce contrat, toute référence dans les documents contractuels aux termes « CONSULTANT » ou « PRESTATAIRE DE SERVICES » sera réputée être une référence au terme « Fournisseur » tel que défini dans le lexique disponible à l'adresse suivante :

<https://www.hydroquebec.com/fournisseurs/documents/lexique.html>

Toute référence au terme « CLIENT » sera réputée être une référence à « HYDRO-QUÉBEC ».

4. Covid-19

En matière de santé et sécurité, le fournisseur a l'obligation d'adopter et de respecter toutes les mesures prescrites ou recommandées par les autorités compétentes, incluant celles en lien avec la pandémie de la Covid-19 qui sont nécessaires afin de protéger les personnes impliquées dans la réalisation du contrat.

Par ailleurs, si le fournisseur doit réaliser des travaux ou fournir des services dans les établissements ou sur les chantiers d'Hydro-Québec, il a l'obligation de consulter le site suivant afin de tenir compte des mesures supplémentaires propres aux établissements ou aux chantiers d'Hydro-Québec qui pourraient s'imposer à lui avant le dépôt de toute proposition : <https://www.hydroquebec.com/fournisseurs/covid-19.html>. S'il y a des différences ou écarts entre les mesures énoncées sur le site mentionné ci-avant et celles prescrites ou recommandées par les autorités publiques compétentes, les mesures les plus exigeantes prévalent et s'appliquent.

Il est de la responsabilité du fournisseur de s'informer auprès des autorités publiques compétentes des mesures prescrites ou recommandées, de consulter le site internet d'Hydro-Québec indiqué ci-dessus et de s'assurer d'en tenir compte dans sa proposition, en particulier dans l'établissement du prix de sa proposition.

Dans l'éventualité où de nouvelles mesures de protection sanitaires, découlant directement de la pandémie de la COVID-19, sont imposées ou rendues obligatoires en cours d'exécution du contrat alors qu'elles étaient inexistantes au moment du dépôt de la proposition du fournisseur, Hydro-Québec accepte de rémunérer, seulement et uniquement, les coûts directs découlant de ces mesures additionnelles de protection sanitaires nécessaires dans les chantiers ou les installations d'Hydro-Québec, à l'exclusion de tout coût direct de main d'œuvre additionnelle, et ce, sous réserve d'une démonstration de ces coûts directs ainsi que de l'ensemble des pièces justificatives au soutien.

5. Qualités personnelles ou professionnelles du fournisseur

Le contrat ayant été conclu en considération des qualités personnelles ou professionnelles du fournisseur, tout changement de personne physique si le fournisseur est une personne physique, OU tout changement d'associé si le fournisseur est constitué en société OU et tout changement d'actionnaire si le fournisseur est constitué en compagnie, auquel Hydro-Québec n'a pas consenti par écrit, constitue un défaut du fournisseur pouvant entraîner la résiliation du contrat par Hydro-Québec.

6. Rencontre de démarrage

Suite à l'attribution, Hydro-Québec pourrait organiser une rencontre de démarrage afin d'assurer la mise en place fonctionnelle du contrat.

7. Renseignements confidentiels - Commerciaux et autres

Les parties reconnaissent que la nature même des services prévus au contrat nécessite un échange d'informations protégées par le CLIENT. Le CONSULTANT s'engage donc à garder confidentiels les renseignements fournis par le CLIENT ou recueillis par lui-même dans le cadre de l'exécution du présent contrat ainsi que l'ensemble des travaux réalisés et toutes les données en résultant, à l'exception des certificats de conformité ISO 140001 et ISO 37001 du CLIENT qui doivent être publiés, le cas échéant.

Les renseignements confidentiels comprennent entre autres les renseignements financiers, commerciaux, industriels, scientifiques, techniques ou les secrets de commerce ou industriels, appartenant notamment au CLIENT.

L'accès à ces renseignements doit être limité aux personnes qui ont réellement besoin de les connaître pour réaliser les travaux. Sous réserve du paragraphe suivant, aucun renseignement confidentiel ne peut être communiqué à un tiers, à l'exception du Conseil canadien des Normes (CCN) aux fins du respect par le CONSULTANT de ses obligations d'accréditation.

Dans l'hypothèse où le CONSULTANT désire retenir les services d'un sous-traitant pour l'exécution d'une partie du contrat confié par le CLIENT, il doit d'abord obtenir l'approbation écrite de celui-ci. Si le CLIENT approuve ledit sous-traitant, un contrat liant le CLIENT, le CONSULTANT et le sous-traitant doit intervenir entre lesdites parties afin que le sous-traitant s'oblige envers le CLIENT à respecter les engagements et obligations contractuels du CONSULTANT relatifs aux renseignements confidentiels.

Sans restreindre le caractère général des paragraphes précédents, ceux-ci sont complétés par les suivants :

1. Le CONSULTANT ne peut utiliser les renseignements fournis par le CLIENT ou recueillis par le CONSULTANT pour d'autres fins que celles expressément prévues au contrat et notamment, il ne peut publier, distribuer, donner ou faire le commerce des renseignements obtenus dans le cadre de l'exécution du présent contrat.
2. Dans le but d'assurer la confidentialité des renseignements fournis par le CLIENT ou recueillis par le CONSULTANT dans le cadre de l'exécution du présent contrat, ce dernier doit prendre et appliquer les mesures de sécurité nécessaires et notamment :
 - a) avant l'exécution du contrat et la communication des renseignements par le CLIENT, faire signer à chacune des personnes ayant accès à ces renseignements, un engagement de confidentialité, à l'effet, notamment, que les renseignements ne seront utilisés que dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Le CONSULTANT doit s'assurer du respect de l'engagement de confidentialité, conserver et mettre à la disposition du CLIENT l'original de chaque engagement de confidentialité qu'il a fait signer. Le CLIENT a, en tout temps, le droit d'exiger du CONSULTANT qu'il n'affecte plus à l'exécution du contrat une de ses ressources ou un tiers agissant à sa demande ;
 - b) obliger chacune des personnes ayant accès à ces renseignements à s'enregistrer quotidiennement dans un registre d'accès que le CONSULTANT doit conserver et, à la demande du CLIENT, mettre ce registre à sa disposition.
 - c) regrouper et classer isolément et sécuritairement tous les renseignements fournis par le CLIENT ou recueillis par le CONSULTANT ;
3. À l'expiration du contrat, ou en tout temps au cours de l'exécution du contrat, sur demande écrite du CLIENT, et sous réserve du respect par le CONSULTANT de ses obligations légales de conservation et d'archivage de documents, le CONSULTANT s'engage à retourner tous les renseignements que le CLIENT lui a fournis ou tous renseignements qu'il a recueillis pour celui-ci. Sous réserve de ses obligations légales de conservation et d'archivage de documents, le CONSULTANT s'engage également à détruire et effacer de façon irrécupérable toute copie de ces renseignements ou toute copie de logiciel appartenant au CLIENT en propre ou sous licence remis ou recueillis dans le cadre de l'exécution de son contrat incluant ceux pour travailler sur ses propres équipements, et à fournir au CLIENT un document établissant qu'aucun renseignement ou logiciel, sous quelque forme que ce soit, n'a été conservé. À la fin de ses obligations légales de conservation et d'archivage de documents, le CONSULTANT s'engage à les détruire.
4. Le CONSULTANT s'engage à aviser sans délai le CLIENT :
 - a) de toute violation ou tentative de violation par toute personne de l'une ou l'autre des obligations relatives à la confidentialité des renseignements communiqués ou recueillis par le CONSULTANT dans le cadre de l'exécution du présent contrat, et permettre au CLIENT d'effectuer toute vérification relative à la confidentialité ;

- b) de toute demande d'accès à un renseignement ou à un document contenant des renseignements qui lui ont été fournis par le CLIENT ou recueillis par le CONSULTANT dans le cadre de l'exécution du présent contrat, afin que le responsable de l'accès à l'information chez le CLIENT procède au traitement de cette demande d'accès.
- 5. Le CONSULTANT reconnaît que le CLIENT peut en tout temps procéder à une vérification du respect de la présente clause et, à cette fin, le CLIENT pourra avoir accès aux locaux du CONSULTANT ainsi qu'aux dossiers contenant les renseignements fournis par le CLIENT ou recueillis par le CONSULTANT dans le cadre de l'exécution du présent contrat, y compris, s'il y a lieu, les accès aux bases de données contenant les renseignements. Pour toute vérification du respect de la présente clause, le CLIENT doit procéder au plus tard dans les trois (3) ans après la fin du contrat.
- 6. Le CONSULTANT reconnaît que le défaut de respecter la confidentialité des renseignements constitue une violation de ses obligations contractuelles et peut causer au CLIENT un préjudice sérieux ou irréparable. Par conséquent, le CONSULTANT reconnaît que le CLIENT peut avoir notamment un recours immédiat à l'injonction, et ce, sous réserve de tous ses autres recours.

8. Obligations de divulgation du fournisseur

Nonobstant la clause 2.7 *Confidentialité* au cahier des clauses générales relatives aux services professionnels, Hydro-Québec comprend que le fournisseur doit, en vertu de ses obligations légales d'accréditation, publier les certificats ISO 14001 et ISO 37001 et divulguer certaines informations confidentielles au Conseil canadien des Normes, après avoir obtenu l'accord d'Hydro-Québec quant aux informations confidentielles à divulguer au Conseil canadien des Normes.

9. Renseignements confidentiels - Commerciaux et autres

Les parties reconnaissent que la nature même des services prévus au contrat nécessite un échange d'informations protégées par le CLIENT. Le CONSULTANT s'engage donc à garder confidentiels les renseignements fournis par le CLIENT ou recueillis par lui-même dans le cadre de l'exécution du présent contrat ainsi que l'ensemble des travaux réalisés et toutes les données en résultant.

Les renseignements confidentiels comprennent entre autres les renseignements financiers, commerciaux, industriels, scientifiques, techniques ou les secrets de commerce ou industriels, appartenant notamment au CLIENT.

L'accès à ces renseignements doit être limité aux personnes qui ont réellement besoin de les connaître pour réaliser les travaux. Sous réserve du paragraphe suivant, aucun renseignement confidentiel ne peut être communiqué à un tiers.

Dans l'hypothèse où le CONSULTANT désire retenir les services d'un sous-traitant pour l'exécution d'une partie du contrat confié par le CLIENT, il doit d'abord obtenir l'approbation écrite de celui-ci. Si le CLIENT approuve ledit sous-traitant, un contrat liant le CLIENT, le CONSULTANT et le sous-traitant doit intervenir entre lesdites parties afin que le sous-traitant s'oblige envers le CLIENT à respecter les engagements et obligations contractuels du CONSULTANT relatifs aux renseignements confidentiels.

Sans restreindre le caractère général des paragraphes précédents, ceux-ci sont complétés par les suivants :

1. Le CONSULTANT ne peut utiliser les renseignements fournis par le CLIENT ou recueillis par le CONSULTANT pour d'autres fins que celles expressément prévues au contrat et notamment, il ne peut publier, distribuer, donner ou faire le commerce des renseignements obtenus dans le cadre de l'exécution du présent contrat.
2. Dans le but d'assurer la confidentialité des renseignements fournis par le CLIENT ou recueillis par le CONSULTANT dans le cadre de l'exécution du présent contrat, ce dernier doit prendre et appliquer les mesures de sécurité nécessaires et notamment :
 - a) avant l'exécution du contrat et la communication des renseignements par le CLIENT, faire signer à chacune des personnes ayant accès à ces renseignements, un engagement de confidentialité, à l'effet, notamment, que les renseignements ne seront utilisés que dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Le CONSULTANT doit s'assurer du respect de l'engagement de confidentialité, conserver et mettre à la disposition du CLIENT l'original de chaque engagement de confidentialité qu'il a fait signer. Le CLIENT a, en tout temps, le droit d'exiger du CONSULTANT qu'il n'affecte plus à l'exécution du contrat une de ses ressources ou un tiers agissant à sa demande ;
 - b) obliger chacune des personnes ayant accès à ces renseignements à s'enregistrer quotidiennement dans un registre d'accès que le CONSULTANT doit conserver et, à la demande du CLIENT, mettre ce registre à sa disposition.
 - c) regrouper et classer isolément et sécuritairement tous les renseignements fournis par le CLIENT ou recueillis par le CONSULTANT ;
3. À l'expiration du contrat, ou en tout temps au cours de l'exécution du contrat, sur demande écrite du CLIENT, le CONSULTANT s'engage à retourner tous les renseignements que le CLIENT lui a fournis ou tous renseignements qu'il a recueillis pour celui-ci. Le CONSULTANT s'engage également à détruire et effacer de façon irrécupérable toute copie de ces renseignements ou toute copie de logiciel appartenant au CLIENT en propre ou sous licence remis ou recueillis dans le cadre de l'exécution de son contrat incluant ceux pour travailler sur ses propres équipements, et à fournir au CLIENT un document établissant qu'aucun renseignement ou logiciel, sous quelque forme que ce soit, n'a été conservé.
4. Le CONSULTANT s'engage à aviser sans délai le CLIENT :
 - a) de toute violation ou tentative de violation par toute personne de l'une ou l'autre des obligations relatives à la confidentialité des renseignements communiqués ou recueillis par le CONSULTANT dans le cadre de l'exécution du présent contrat, et permettre au CLIENT d'effectuer toute vérification relative à la confidentialité ;

- b) de toute demande d'accès à un renseignement ou à un document contenant des renseignements qui lui ont été fournis par le CLIENT ou recueillis par le CONSULTANT dans le cadre de l'exécution du présent contrat, afin que le responsable de l'accès à l'information chez le CLIENT procède au traitement de cette demande d'accès.
- 5. Le CONSULTANT reconnaît que le CLIENT peut en tout temps procéder à une vérification du respect de la présente clause et, à cette fin, le CLIENT pourra avoir accès aux locaux du CONSULTANT ainsi qu'aux dossiers contenant les renseignements fournis par le CLIENT ou recueillis par le CONSULTANT dans le cadre de l'exécution du présent contrat, y compris, s'il y a lieu, les accès aux bases de données contenant les renseignements. Pour toute vérification du respect de la présente clause, le CLIENT doit procéder au plus tard dans les trois (3) ans après la fin du contrat.
- 6. Le CONSULTANT reconnaît que le défaut de respecter la confidentialité des renseignements constitue une violation de ses obligations contractuelles et peut causer à le CLIENT un préjudice sérieux ou irréparable. Par conséquent, le CONSULTANT reconnaît que le CLIENT peut avoir notamment un recours immédiat à l'injonction, et ce, sous réserve de tous ses autres recours.

10. Sollicitation et recrutement de ressources

Le CLIENT et le CONSULTANT s'engagent à ne pas solliciter une personne ressource à l'emploi de l'autre pendant la période d'exécution du contrat et pour une période de six (6) mois suivant la fin du contrat, à moins d'une entente écrite préalable entre eux.

La preuve d'une contravention au présent paragraphe incombe à la partie lésée.

11. Transport aérien du personnel

Le transport aérien du personnel du CONSULTANT se fait en classe économique de l'aéroport le plus près du domicile de la ressource, par tout appareil nolisé par le CLIENT ou par des compagnies assurant un service régulier en vertu d'un permis émis par le ministère des Transports du Canada . Ce coût est remboursé par le CLIENT de même que les frais de transport entre l'aéroport et le domicile de la ressource.-

12. Vérification de la fiabilité et de l'intégrité des personnes

Chaque employé, représentant ou sous-traitant du CONSULTANT assigné, dans le cadre de l'exécution du présent contrat, à une fonction stratégique ou à une fonction sensible est assujéti à une vérification de la fiabilité et de l'intégrité des personnes. Dans un tel cas, la ressource doit se soumettre au processus complet de vérification prévu au Formulaire d'autorisation et de consentement - Vérification de la fiabilité et de l'intégrité des personnes joint au présent contrat.

Aux fins de la présente disposition, exerce une fonction « stratégique » toute personne dont les tâches exigent, notamment, d'avoir un accès physique à une installation classifiée critique ou accès à des informations ou actifs électroniques critiques, ainsi classifiés par le CLIENT. Une fonction est dite « sensible » lorsque le poste ou la nature des tâches sont identifiés comme tels par le CLIENT.

Le CLIENT détermine lesquels des employés, représentants et sous-traitants du CONSULTANT doivent faire l'objet d'une Vérification de la fiabilité et de l'intégrité des personnes en rapport avec la fonction stratégique ou sensible à laquelle l'employé, représentant ou sous-traitant du CONSULTANT est affecté pour l'exécution du contrat. Afin que le CLIENT puisse procéder à cette vérification, le CONSULTANT s'engage à fournir tous les renseignements personnels nécessaires pour chacune des personnes désignées, après que ces dernières aient expressément consenti à fournir ces informations nécessaires pour le CLIENT. S'il y a lieu, les frais encourus pour les démarches de vérification devant s'effectuer à l'extérieur du Canada sont entièrement assumés par le CONSULTANT.

Le CLIENT peut, à sa seule discrétion, exiger le remplacement de toute personne sous la responsabilité du CONSULTANT qui ne répond pas aux critères de vérification de la fiabilité et de l'intégrité des personnes visés par la présente. Dans ce cas, le CONSULTANT est seul responsable des frais, débours, délais et autres conséquences résultant d'un tel remplacement.

Lors de l'émission du contrat, les parties identifient chacun un responsable pour les communications relatives à la Vérification de la fiabilité et de l'intégrité des personnes. Le CLIENT s'engage à ce que l'accès aux renseignements personnels concernant les ressources du CONSULTANT soit limité aux personnes qui en ont besoin pour la réalisation de ces vérifications.

13. Évaluation de la performance

Le CLIENT évalue la performance du CONSULTANT durant l'exécution ou à la fin du contrat.

Pour les fins de ce contrat, le CONSULTANT est évalué selon les trois indicateurs suivants :

	<u>Pondération</u>
A. Qualité des biens et services	50 %
B. Respect des engagements contractuels:	40 %
. respect des échéanciers	
. respect des coûts	
C. Qualité de la relation d'affaires	10 %
	<hr/>
	100 %

Le CLIENT soumet son évaluation au CONSULTANT. Celui-ci peut adresser verbalement ses questions auprès du signataire de la lettre de transmission. Le CONSULTANT peut également fournir ses commentaires par écrit. Ces commentaires font partie intégrante de l'évaluation et doivent être adressés au signataire de la lettre de transmission de l'évaluation. Enfin, le CONSULTANT peut demander une révision de son évaluation.



Contrat de services professionnels

Clauses générales relatives
aux services professionnels

1. DÉFINITIONS.....	1
2- DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	1
2.1 INTERPRÉTATION DU CONTRAT.....	1
2.1.1 Sens à donner aux expressions	1
2.1.2 Priorités des documents	1
2.2 CESSION DU CONTRAT ET DES CRÉANCES.....	1
2.2.1 Cession de contrat	1
2.2.2 Cession des créances	1
2.3 NORMES	1
2.4 PUBLICITÉ ET DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	1
2.5 LIEU DE PASSATION DU CONTRAT ET DROIT APPLICABLE	1
2.6 REPRÉSENTANTS DES PARTIES ET COMMUNICATIONS	1
2.7 CONFIDENTIALITÉ.....	2
2.8 LANGUE DE TRAVAIL ET DES COMMUNICATIONS.....	2
2.9 CALCUL DES DÉLAIS	2
2.10 MISE EN DEMEURE.....	2
2.11 CODE DE CONDUITE DES FOURNISSEURS.....	2
2.12 CONFLIT D'INTÉRÊTS	2
2.13 COMPATIBILITÉ INFORMATIQUE	3
3. MAÎTRISE DES SERVICES – SOUS-TRAITANCE	3
3.1 PORTÉE DU CONTRAT	3
3.2 CHOIX DES SOUS-TRAITANTS	3
3.3 CHAPITRE V.2 – LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS – (RLRQ, C. C-65.1)	3
3.4 LISTE DES SOUS-TRAITANTS CHOISIS.....	3
4. RESPECT DES LOIS, RÈGLEMENTS ET AUTRES DISPOSITIONS APPLICABLES	4
4.1 LOIS ET RÈGLEMENTS	4
4.2 PERMIS, CERTIFICATS, LICENCES ET AUTORISATIONS.....	4
4.3 SÉCURISATION DES ACTIFS ET VÉRIFICATION DE L'INTÉGRITÉ DES PERSONNES	4
5. PROPRIÉTÉ ET DONNÉES D'HYDRO-QUÉBEC.....	4
6. EMBAUCHE D'UN RETRAITÉ D'HYDRO-QUÉBEC	5
7. RESPONSABILITÉ DU FOURNISSEUR	5
8. INDEMNISATION	5
9. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.....	5
10. DÉFAUT – RETRAIT – RÉILIATION.....	6
11. COMPTABILISATION DES COÛTS ET DROIT DE VÉRIFICATION - DOCUMENTS RELATIFS AU CONTRAT	6
11.1 PRINCIPES COMPTABLES.....	6
11.2 DOCUMENTATION ET PÉRIODE DE CONSERVATION	6
11.3 DROIT DE VÉRIFICATION.....	6
11.4 SOUS-TRAITANTS	7

1. DÉFINITIONS

Dans ce contrat, à moins que le contexte n'exige un sens différent, les définitions applicables sont énoncées au lexique disponible à l'adresse suivante : http://www.hydroquebec.com/soumissionnez/doc_ref.html. Le fournisseur est réputé avoir pris connaissance complète des définitions contenues à ce lexique, lesquelles font partie intégrante du contrat.

2- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1 INTERPRÉTATION DU CONTRAT

2.1.1 Sens à donner aux expressions

Partout où dans le contrat les expressions « est tenu » et « doit » ou des expressions de même portée sont utilisées, ces termes impliquent que l'obligation du fournisseur doit être réalisée à ses frais, qu'il n'a droit à aucune rémunération supplémentaire et que les coûts qui en découlent sont inclus dans le prix du contrat.

2.1.2 Priorités des documents

Tous les documents du contrat se complètent mutuellement et tout ce qui figure dans l'un ou l'autre de ces documents fait partie du contrat.

En cas d'ambiguïté ou de contradiction entre les divers documents constituant le contrat, ils prévalent l'un sur l'autre dans l'ordre de priorité suivant:

- L'avis d'attribution émis à l'attributaire, le cas échéant, s'il modifie la proposition ou le document d'appel de propositions
- Clauses particulières
- Clauses générales pour les contrats de services professionnels ou clauses contractuelles pour contrat de services professionnels ingénierie
- Clauses relatives aux services professionnels (domaine et rémunération)
- Clauses techniques particulières ou devis technique d'Hydro-Québec
- Document d'appel de propositions
- Proposition de services du fournisseur
- Engagement de confidentialité
- Entente tripartite

2.2 CESSION DU CONTRAT ET DES CRÉANCES

2.2.1 Cession de contrat

Le fournisseur ne peut céder le contrat, sans le consentement écrit préalable du représentant d'Hydro-Québec. Tous les frais encourus par Hydro-Québec pour la cession pourront être facturés au fournisseur.

2.2.2 Cession des créances

Le fournisseur ne peut céder les créances découlant de l'exécution du contrat sans le consentement écrit préalable du représentant d'Hydro-Québec et cette dernière conserve en tout temps, même en cas d'autorisation ou de signification d'une telle cession, le droit d'opérer compensation de toute dette du fournisseur à son égard à même les sommes qu'elle pourrait lui devoir, sous réserve de tout autre recours. Tous les frais encourus par Hydro-Québec pour la cession pourront être facturés au fournisseur.

2.3 NORMES

Lorsque dans le contrat il est fait référence à des normes, référence est faite aux normes en vigueur à la date d'ouverture des soumissions, à l'exception des normes décrites à la clause RESPECT DES LOIS, RÈGLEMENTS ET AUTRES DISPOSITIONS APPLICABLES lesquelles peuvent être modifiées au cours de l'exécution du contrat. En cas d'ambiguïté ou de contradiction entre le contrat et ces normes, le document le plus exigeant prévaut.

2.4 PUBLICITÉ ET DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Tout projet de publicité par ou pour le fournisseur en rapport avec le contrat doit être soumis à l'approbation écrite du représentant d'Hydro-Québec. Ceci s'applique à tous les moyens publicitaires tels qu'enseignes et panneaux et autres médiums, ainsi qu'à tout média écrit ou électronique.

Le fournisseur ne peut utiliser, à quelque fin que ce soit, le nom, l'image, le logo ou la marque de commerce d'Hydro-Québec sans autorisation écrite préalable de son représentant.

Toute demande de renseignements concernant le contrat ou les services provenant de tout media écrit ou électronique ou de toute autre personne doit être transmise au représentant d'Hydro-Québec.

2.5 LIEU DE PASSATION DU CONTRAT ET DROIT APPLICABLE

Le contrat est formé à Montréal, à la date à laquelle Hydro-Québec émet la commande, ou le contrat-cadre le cas échéant, et est soumis aux lois qui s'appliquent au Québec.

Le fournisseur est réputé avoir reçu la commande, ou le contrat-cadre le cas échéant, à Montréal et à la date de son émission.

Sans limiter la généralité de ce qui est prévu ailleurs au contrat, le fournisseur doit assujettir tout contrat de sous-traitance aux dispositions de la présente clause LIEU DE PASSATION DU CONTRAT ET DROIT APPLICABLE.

2.6 REPRÉSENTANTS DES PARTIES ET COMMUNICATIONS

Chaque partie désigne un représentant qui a l'autorité et les pouvoirs d'agir en son nom. Les parties s'informent mutuellement, par écrit, du nom de leur représentant respectif et, le cas échéant, de leur remplaçant.

Toute communication entre Hydro-Québec et le fournisseur relative au contrat doit être effectuée par écrit et adressée au représentant de l'autre partie.

2.7 CONFIDENTIALITÉ

Tout renseignement communiqué par une partie à l'autre ou obtenu dans le cadre de l'exécution du contrat ainsi que l'ensemble des services rendus et toutes les données en résultant constituent des renseignements confidentiels, à moins que ces renseignements ne soient connus du public.

Chaque partie s'engage à garder confidentiels et à ne pas divulguer ces renseignements et à prendre toutes les mesures nécessaires pour en protéger la confidentialité.

L'accès à ces renseignements doit être limité aux personnes qui ont réellement besoin de les connaître pour réaliser les services. Aucun renseignement confidentiel fourni par Hydro-Québec ou recueilli par le fournisseur dans le cadre de l'exécution du contrat ne peut être communiqué à une tierce partie à moins d'y avoir été autorisé expressément par Hydro-Québec.

2.8 LANGUE DE TRAVAIL ET DES COMMUNICATIONS

Le français est la langue de travail. Toutes les communications écrites et verbales relatives au contrat doivent se faire en français. Tous les documents, y compris les dessins, comptes rendus des rencontres et rapports que le fournisseur remet à Hydro-Québec doivent être rédigés en français.

2.9 CALCUL DES DÉLAIS

À moins qu'il n'en soit autrement prévu au contrat, le calcul de tout délai se fait de la manière suivante:

- le jour qui marque le point de départ n'est pas compté mais celui de l'échéance l'est ;
- les samedis, les dimanches et les jours fériés sont comptés, mais lorsque le dernier jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prorogé au jour ouvrable suivant.

2.10 MISE EN DEMEURE

Lorsque dans le contrat un terme est fixé pour accomplir une obligation, les parties sont en demeure par le seul écoulement du temps.

2.11 CODE DE CONDUITE DES FOURNISSEURS

Le fournisseur doit respecter les principes du *Code de conduite des fournisseurs* d'Hydro-Québec disponible sur le site Internet d'Hydro-Québec dans la section Fournisseurs. Le fournisseur confirme en avoir pris connaissance et en comprendre la portée. Le fournisseur doit prendre les mesures nécessaires pour s'y conformer et doit s'assurer que ses sous-traitants respectent également ces dispositions.

2.12 CONFLIT D'INTÉRÊTS

Le fournisseur s'engage à éviter tout conflit d'intérêts ou apparence de conflit d'intérêts ainsi que toute situation susceptible de créer un conflit d'intérêts.

Le fournisseur doit dénoncer à Hydro-Québec tout changement de situation pouvant entraîner un conflit d'intérêts ou une apparence de conflit d'intérêts, et ce, en conformité avec la déclaration obligatoire de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts signée par le fournisseur. Sur réception d'une telle dénonciation, Hydro-Québec se réserve le droit de résilier le présent contrat.

2.13 COMPATIBILITÉ INFORMATIQUE

Lorsque des systèmes informatiques ou des logiciels sont utilisés pour les fins du contrat, le fournisseur est responsable du transfert, dans le format d'échange exigé par Hydro-Québec, des données informatiques conçues et réalisées dans le cadre du contrat. Il s'assure que les supports et les formats utilisés sont compatibles avec les systèmes informatiques et les logiciels d'Hydro-Québec et adaptés au volume de données à transmettre et, à la fin du contrat, transmet à celui-ci les données informatiques utilisées.

3. MAÎTRISE DES SERVICES – SOUS-TRAITANCE

3.1 PORTÉE DU CONTRAT

Dans le cadre de ce contrat, le fournisseur doit réaliser l'ensemble des services qui font l'objet de ce contrat.

3.2 CHOIX DES SOUS-TRAITANTS

Lorsque la sous-traitance est permise par Hydro-Québec, le fournisseur doit assujettir tout contrat de sous-traitance aux dispositions du présent contrat.

Le fournisseur choisit comme sous-traitants des personnes ayant leur principal établissement au Québec ou dans un territoire visé par les accords applicables et, le cas échéant, un établissement dans la région administrative du Québec indiquée à l'Avis aux intéressés à soumissionner, à moins qu'il puisse démontrer à Hydro-Québec qu'il n'existe pas de sous-traitants répondant à ces critères dans la spécialité visée, ou qu'il ne peut obtenir de prix raisonnables de tels sous-traitants.

Le fournisseur doit remplacer tout sous-traitant proposé qui ne répond pas aux exigences décrites ci-dessus. Cette substitution s'effectue sans modification du prix contractuel ou des délais d'exécution prévus au contrat.

3.3 CHAPITRE V.2 – LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS – (RLRQ, C. C-65.1)

Le fournisseur doit s'assurer du respect des dispositions contenues au chapitre V.2 de cette Loi et ce, pour tous les sous-contrats assujettis et pendant toute la durée du sous-contrat visé.

3.4 LISTE DES SOUS-TRAITANTS CHOISIS

Le fournisseur doit également, avant le début des services transmettre au représentant d'Hydro-Québec par écrit, une liste indiquant pour chaque sous-contrat qu'il a conclu, les informations suivantes:

- le nom et l'adresse du sous-traitant ;
- le montant et la date du sous-contrat.

Le fournisseur qui, après le début des services contracte avec un sous-traitant dans la cadre de l'exécution du présent contrat doit en aviser le représentant d'Hydro-Québec en lui produisant une liste modifiée avant que ne débutent les services confiés à ce sous-traitant.

4. RESPECT DES LOIS, RÈGLEMENTS ET AUTRES DISPOSITIONS APPLICABLES

4.1 LOIS ET RÈGLEMENTS

Le fournisseur doit se conformer à toutes les lois, règlements, ou décrets des gouvernements et autorités compétentes, de niveau fédéral, provincial ou municipal, applicables lors de l'exécution du contrat.

4.2 PERMIS, CERTIFICATS, LICENCES ET AUTORISATIONS

Le fournisseur doit obtenir, à ses frais, tous les permis, certificats, licences et autorisations et payer tous les droits exigés par les lois, règlements et décrets pour l'exécution du contrat.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, lorsque le fournisseur est visé par une inadmissibilité ou interdiction d'exécuter ou de poursuivre l'exécution du contrat en vertu de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, (RLRQ, c. C-65.1), le fournisseur est alors réputé être en défaut au sens du contrat, sans qu'aucun avis de défaut ne soit requis et il est responsable envers Hydro-Québec pour l'ensemble des dommages qui en découlent.

4.3 SÉCURISATION DES ACTIFS ET VÉRIFICATION DE L'INTÉGRITÉ DES PERSONNES

Le fournisseur qui doit accéder aux actifs d'Hydro-Québec dans le cadre de l'exécution du contrat s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés, représentants et sous-traitants toutes les consignes de sécurité d'Hydro-Québec qui ont été portées à sa connaissance.

Pour les fins de la présente disposition, un actif est un ensemble des biens appartenant à Hydro-Québec ou dont Hydro-Québec a la garde et l'usage, qu'ils soient corporels tels que les installations, les bâtiments, les chantiers, le matériel roulant, les équipements et les outils, etc. ou qu'ils soient incorporels tels que les brevets, les droits d'auteur, les marques de commerce et les informations.

À cet effet, sur demande d'Hydro-Québec, une vérification relative à la fiabilité et à l'intégrité des personnes peut être exigée en tout temps de tout employé, représentant ou sous-traitant du fournisseur dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Hydro-Québec peut, à sa seule discrétion, exiger le remplacement de tout employé, représentant ou sous-traitant du fournisseur ne remplissant pas les critères de vérification. Dans ce cas, le fournisseur est seul responsable des frais, débours, délais et autres conséquences résultant d'un tel remplacement.

Le fournisseur doit aviser dans les plus brefs délais le représentant d'Hydro-Québec de tout incident, non-conformité ou autre situation affectant la sécurité survenant dans le cadre ou à l'occasion de l'exécution des obligations découlant du présent contrat.

Dans le cas où le fournisseur fait défaut de respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection des actifs, Hydro-Québec se réserve le droit d'appliquer les mesures prévues aux clauses particulières, le cas échéant.

5. PROPRIÉTÉ ET DONNÉES D'HYDRO-QUÉBEC

Tous les résultats, produits, rapports et documents découlant des services exécutés par le fournisseur deviennent, au fur et à mesure de leur réalisation, la propriété d'Hydro-Québec. Cependant, le fournisseur en assume la garde, le contrôle et la responsabilité jusqu'au moment de la livraison finale des services à Hydro-Québec.

Le fournisseur cède à Hydro-Québec tous les droits qui se rapportent à ces services et produits incluant notamment les droits d'auteur, les droits visés par les lois sur les dessins industriels, sur les marques de commerce et sur les brevets. Le fournisseur s'engage également à poser les gestes requis pour protéger ces droits et en permettre l'exploitation. De plus, le fournisseur renonce aux droits moraux ou, selon le cas, s'assure qu'il y a renonciation de la part de toute personne participant aux services exécutés.

Les données appartenant à Hydro-Québec de même que les données résultant de l'exécution des services, compilées ou non, demeurent la propriété d'Hydro-Québec.

Toute propriété intellectuelle appartenant au fournisseur avant la signature du présent contrat demeure la propriété du fournisseur à moins d'une entente écrite à l'effet contraire intervenue entre les parties.

6. EMBAUCHE D'UN RETRAITÉ D'HYDRO-QUÉBEC

Le fournisseur s'engage à ne pas affecter à l'exécution du contrat toute personne qui a été à l'emploi d'Hydro-Québec et qui est retraitée d'Hydro-Québec depuis moins de deux (2) ans.

Toutefois, sur autorisation écrite d'Hydro-Québec et selon les modalités énoncées ci-après, le fournisseur pourra embaucher et affecter une personne qui a été à l'emploi d'Hydro-Québec et ayant quitté celle-ci depuis moins de deux (2) ans, s'il s'engage à respecter les conditions suivantes:

- Le retraité ne sera pas autorisé à travailler dans les locaux administratifs d'Hydro-Québec.
- Le nombre d'heures facturées à Hydro-Québec ne devra pas dépasser 750 heures par année par personne pour l'ensemble des contrats.

En l'absence d'une autorisation écrite du représentant désigné d'Hydro-Québec, les services rendus par des ressources visées par le présent paragraphe ne seront pas rémunérés.

Dans l'éventualité où une dérogation à ces règles serait requise, le fournisseur devra avoir obtenu au préalable une autorisation écrite d'Hydro-Québec. Cette autorisation devra notamment prévoir les modalités de cette dérogation.

7. RESPONSABILITÉ DU FOURNISSEUR

Le fournisseur est entièrement responsable envers Hydro-Québec de la bonne exécution des services prescrits au contrat, selon les règles de l'art, et il en assume la responsabilité professionnelle. Il doit reprendre, à ses frais, tout travail non conforme aux prescriptions du contrat.

8. INDEMNISATION

Le fournisseur s'engage, à ses frais, à prendre fait et cause pour Hydro-Québec, ses administrateurs, dirigeants, employés, préposés, mandataires et ayants droit dans toute réclamation et poursuite judiciaire, de quelque nature que ce soit, provenant de tiers découlant du contrat ou de l'exécution des services, et à les indemniser en capital, intérêts, indemnité prévue au Code civil du Québec, frais d'expertise et frais de toute autre nature, de toute condamnation à l'égard de tiers prononcée contre eux.

9. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le fournisseur doit respecter toutes les lois et règlements applicables au Québec en matière de protection de l'environnement. Il est responsable de prévenir la pollution ou la nuisance qui pourrait être causée par les produits, services et activités découlant du présent contrat. À cet effet, il doit prendre, à ses frais, toutes les dispositions nécessaires pour protéger l'environnement et pour éviter toute forme de pollution ou de nuisance. De plus, il s'assure qu'il a du personnel qui a reçu la formation appropriée pour intervenir en cas d'urgence de nature environnementale.

Le fournisseur s'engage à tenir Hydro-Québec indemne de toute réclamation, sanction, pénalité, contravention ou avis ou constat d'infraction en matière de protection de l'environnement, résultant d'un manquement, faute ou négligence du fournisseur, d'un sous-traitant ou de quiconque dont il est légalement ou contractuellement

responsable ou imputable.

À défaut de respecter cet engagement d'indemniser Hydro-Québec, dans les trente (30) jours d'un avis écrit à cet effet, celle-ci pourra procéder à une déduction correspondante sur tout paiement dû.

Le fournisseur doit aviser dans les plus brefs délais le représentant d'Hydro-Québec de tout incident, non-conformité ou urgence de nature environnementale survenant dans le cadre de l'exécution des obligations découlant du présent contrat.

Il doit en outre respecter les dispositions environnementales décrites aux clauses particulières du présent contrat.

10. DÉFAUT – RETRAIT – RÉSILIATION

Hydro-Québec a, en tout temps, le droit de résilier le contrat en totalité ou en partie par avis écrit. Le contrat est alors réputé résilié à la date indiquée à l'avis de résiliation.

Sur avis écrit, Hydro-Québec a, en tout temps, le droit de suspendre l'exécution des services faisant l'objet du contrat, en totalité ou en partie, selon les modalités énoncées à l'avis écrit.

Le fournisseur a alors droit, déduction faite des sommes qu'il doit à Hydro-Québec et en proportion du prix contractuel, seulement à la valeur des services exécutés et des matériaux approvisionnés au moment de la notification de la résiliation et ce, uniquement dans la mesure où, dans l'un et l'autre cas, ceux-ci peuvent être remis à Hydro-Québec et qu'elle peut les utiliser.

Le fournisseur demeure responsable envers Hydro-Québec de toute perte et de tout dommage occasionné par son défaut.

11. COMPTABILISATION DES COÛTS ET DROIT DE VÉRIFICATION - DOCUMENTS RELATIFS AU CONTRAT

11.1 PRINCIPES COMPTABLES

Le fournisseur doit comptabiliser distinctement les coûts du contrat conformément aux principes et pratiques comptables généralement reconnus afin de suivre de manière claire et précise l'évolution de ses coûts réels de contrat.

11.2 DOCUMENTATION ET PÉRIODE DE CONSERVATION

Le fournisseur conserve tous les livres et registres comptables et tous les documents relatifs au contrat, de même que tout document ayant servi à l'élaboration de sa soumission, pendant trois (3) ans à compter de la fin du contrat. Nonobstant ce qui précède, advenant un différend découlant du contrat, qu'il soit judiciairisé ou non, le fournisseur doit conserver l'ensemble de ces documents jusqu'à l'obtention d'un jugement définitif et exécutoire ou jusqu'à ce qu'une transaction au sens de l'article 2631 du Code civil du Québec intervienne.

Dans tous les cas, sur simple demande écrite d'Hydro-Québec, la période de conservation doit être prolongée pour une période additionnelle de trois (3) ans.

11.3 DROIT DE VÉRIFICATION

Sur simple demande écrite, pendant la durée du contrat de même que durant la période prévue de conservation mentionnée à l'alinéa DOCUMENTATION ET PÉRIODE DE CONSERVATION, le fournisseur met à la disposition d'Hydro-Québec tous les livres, registres comptables pertinents au contrat ainsi que tous les documents relatifs au contrat qu'Hydro-Québec pourrait requérir. Hydro-Québec peut vérifier et reproduire toutes les pièces.

Le fournisseur s'engage à ce que tous les sous-traitants mettent à la disposition d'Hydro-Québec, sur demande écrite, tous les livres, registres comptables pertinents au contrat ainsi que tous les documents relatifs au contrat qu'Hydro-Québec pourrait requérir. Hydro-Québec pourra vérifier et reproduire toutes les pièces.

11.4 SOUS-TRAITANTS

Sans limiter la généralité de ce qui est prévu ailleurs au contrat, le fournisseur doit assujettir tout contrat de sous-traitance aux dispositions de la présente clause COMPTABILISATION DES COÛTS ET DROIT DE VÉRIFICATION - DOCUMENTS RELATIFS AU CONTRAT.



Contrat de services professionnels

Clauses spécifiques
au domaine:
Expertises techniques diverses

Table des matières
Numéro et Description

Clauses spécifiques au domaine

Page

1.	ASSURANCES -----	1
2.	LIMITE DE RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE DU CONSULTANT -----	1
3.	INSTALLATION ET MATÉRIEL MIS À LA DISPOSITION DU CONSULTANT -----	1
4.	INSPECTION DU SITE DES TRAVAUX -----	1
5.	CONDITIONS AU CHANTIER ISOLÉ OU ÉLOIGNÉ -----	1
6.	RELEVÉS, SONDAGES ET ESSAIS -----	3
7.	PRÉPARATION ET REMISE DE DOCUMENTS -----	3
8.	REMPLACEMENT D'UNE PERSONNE-RESSOURCE -----	3

Note : Le masculin est utilisé sans discrimination dans le présent contrat, à seule fin d'alléger le texte.

1. Assurances

Le CONSULTANT doit maintenir en vigueur, pendant toute la durée du contrat, toutes les polices d'assurances qu'il juge à propos pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du contrat. Sur demande du CLIENT, le CONSULTANT doit fournir une attestation des polices d'assurance en vigueur.

2. Limite de responsabilité professionnelle du CONSULTANT

La responsabilité professionnelle, ou la responsabilité pour erreur et omission, selon le cas, du CONSULTANT envers le CLIENT est limitée à la valeur du contrat, sauf pour tout professionnel pour lequel la législation ou réglementation applicable interdit de limiter la responsabilité professionnelle.

3. Installation et matériel mis à la disposition du CONSULTANT

Le CONSULTANT assume l'entière responsabilité des installations et du matériel mis à sa disposition par le CLIENT et s'engage à les utiliser uniquement aux fins auxquelles ils sont destinés.

À la fin du contrat, le CONSULTANT doit remettre dans l'état où il les a reçus, les installations et le matériel mis à sa disposition par le CLIENT. Le CONSULTANT est responsable des dommages causés à ces installations et à ce matériel.

4. Inspection du site des travaux

Sur demande du CLIENT, le CONSULTANT s'engage, à effectuer une inspection visuelle du site des travaux, avant le début des travaux et à informer, par écrit, le CLIENT de tout élément susceptible d'affecter l'exécution du contrat.

5. Conditions au chantier isolé ou éloigné

a) Définitions :

1) Association sectorielle paritaire de la construction (ASP) :

Association constituée en vertu de l'article 99 de la *Loi sur la Santé et la Sécurité au travail* L.R.Q. c. S-2.1.

2) Chantier :

- Lieu où s'effectuent des travaux d'études et de relevés techniques, d'étude de comportement, de surveillance de travaux, de construction, d'érection, d'entretien, de rénovation, de réparation, de modification ou de démolition de bâtiments ou d'ouvrages tels qu'une ligne, un poste, une centrale, un barrage, etc. exécutés sur les lieux mêmes du chantier et à pied d'œuvre, y compris les travaux préalables d'aménagement du sol, les autres travaux déterminés par règlement et les locaux mis par l'employeur à la disposition des travailleurs de la construction à des fins d'hébergement, d'alimentation ou de loisirs.

3) Travaux effectués sur le territoire de la région de la Baie James :

- Travaux effectués sur le territoire de la région de la Baie James et réalisés sous la responsabilité d'Hydro-Québec ou de la Société d'énergie de la Baie James. Une prime de 50% du tarif horaire du salarié est applicable le samedi après-midi.
- La semaine normale de travail du salarié qui effectue des travaux sur le territoire de la région de la Baie James est de 55 heures.

4) Chantier éloigné :

- Chantier avec un campement ou chantier situé à plus de 120 km d'une agglomération de plus de 1 000 habitants.
- La semaine normale de travail du salarié qui effectue des travaux dans un chantier

éloigné est de 40 heures.

5) *Chantier isolé ou territoire isolé :*

- Endroit inaccessible par une route carrossable et qu'aucun système régulier de transport ne relie au réseau routier du Québec.
- La semaine normale de travail du salarié qui effectue des travaux dans un chantier ou territoire isolé est de 55 heures. Une prime de 50% du tarif horaire du salarié est applicable le samedi après-midi.

b) Formation et attestation du personnel du CONSULTANT :

1) *Formation du personnel technique :*

Avant l'affectation de son personnel technique ayant à oeuvrer dans le domaine de la construction pour la réalisation du contrat, le CONSULTANT s'engage à lui donner ou à lui faire suivre la formation de base nécessaire dans les domaines spécialisés de la construction demandés par le CLIENT.

Le programme de formation, approuvé au préalable par le CLIENT, respecte entre autres le Code de sécurité développé par le CLIENT. Une attestation à l'effet que l'employé du CONSULTANT a suivi cette formation doit être transmise au CLIENT.

2) *Attestation de l'Association sectorielle paritaire de la construction (ASP) pour la santé et la sécurité du travail :*

Tout employé du CONSULTANT affecté au chantier doit détenir une attestation de l'ASP à l'effet qu'il a suivi avec succès le cours de sécurité générale exigé pour oeuvrer sur les chantiers de construction.

3) *Programme de prévention :*

Le CONSULTANT s'engage à respecter le programme de prévention mis en place par le CLIENT ainsi que le programme de prévention du "maître d'œuvre".

c) Exigences médicales pour les chantiers isolés ou territoires isolés :

En raison de l'isolement de ces territoires et des dangers d'y vivre loin de soins médicaux spécialisés et afin de permettre au personnel médical sur les lieux de fournir les soins adéquats en cas d'accident, le CONSULTANT, et ses sous-traitants s'il y a lieu, doivent soumettre à un examen médical préalable tous leurs employés dont la durée d'assignation est de dix (10) jours et plus.

Cet examen est fait par un médecin identifié à cet effet par le CLIENT avant le début de l'assignation. Une liste des médecins autorisés est disponible sur demande. Le coût des examens médicaux est entièrement assumé par le CONSULTANT.

Le CONSULTANT s'assure que les rapports d'examens médicaux et les formulaires administratifs sont acheminés à Santé construction, Centre de santé Place Dupuis, 855, rue Sainte-Catherine Est, 2^e étage, Montréal (Québec) H2L 4P5 (514 289-2211 poste 7111), et qu'une attestation d'examen médical subi par ses employés est remise au CLIENT avant le début de leur assignation aux chantiers en territoires isolés.

Les autochtones embauchés par le CONSULTANT ou par un sous-traitant sont soumis à la même règle.

6. Relevés, sondages et essais

Le CLIENT est responsable des données qu'il met à la disposition du CONSULTANT, telles que données topographiques, géologiques ou hydrauliques. Le CONSULTANT doit cependant s'informer de l'emplacement des installations des entreprises de services publiques existantes et des servitudes qui s'y rattachent.

Le CONSULTANT doit immédiatement aviser le CLIENT de l'identification de toute omission ou information erronée dans les données fournies par le CLIENT et cesser toute activité pouvant en être affectée, jusqu'à ce qu'il ait reçu de nouvelles instructions du CLIENT.

7. Préparation et remise de documents

Tous les documents présentés au CLIENT notamment les dossiers d'études, rapports et relevés, doivent être dans un format conforme aux spécifications normalisées du CLIENT. Les documents sont scellés et signés par un représentant de la corporation ou de l'ordre professionnel concerné, s'il y a lieu.

Le CONSULTANT remet au CLIENT, sur demande de celui-ci, tout document préparé dans le cadre du contrat.

8. Remplacement d'une personne-ressource

Dans l'éventualité où une personne-ressource du CONSULTANT n'est plus disponible pour effectuer les travaux prévus, le CONSULTANT devra présenter au CLIENT dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'indisponibilité, un candidat de même niveau de compétence. Le CLIENT se réserve le droit d'accepter ou de refuser ce nouveau candidat.

Le CONSULTANT s'engage à retirer toute ressource assignée par lui aux termes des présentes, suite à la réception d'un avis écrit du CLIENT à l'effet que la ressource du CONSULTANT ne respecte pas les règles générales de comportement de l'entreprise du CLIENT ou suite à une qualité de travail ou à un rendement jugés non satisfaisants par le CLIENT.



Contrat de services professionnels

Clauses spécifiques
à la rémunération

Table des matières	
Numéro et Description	Page
<hr/>	
1. RÉMUNÉRATION DU CONSULTANT-----	1
2. DÉPENSES REMBOURSABLES -----	1
3. FRAIS DE DÉPLACEMENT -----	1
4. RAPPORT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX -----	2
5. FACTURATION ET PAIEMENT -----	2

Note : Le masculin est utilisé sans discrimination dans le présent contrat, à seule fin d'alléger le texte.

1. Rémunération du CONSULTANT

Le coût stipulé au contrat, pour l'ensemble des services requis, constitue une limite ferme à l'engagement du CLIENT.

Pour ses honoraires, le CONSULTANT a droit à une rémunération forfaitaire selon les modalités de paiement apparaissant dans une clause particulière-dans une commande.

La rémunération forfaitaire ne peut être majorée et couvre, sans exception ni réserve, tous les frais et les bénéfices relatifs à l'exécution des services faisant l'objet du contrat à l'exception de la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.).

Le CONSULTANT est remboursé pour ses dépenses inhérentes au contrat, selon les indications et conditions prévues à la clause "Dépenses remboursables".

2. Dépenses remboursables

Seules les dépenses nécessaires, directement reliées à l'exécution du contrat et découlant exclusivement de celui-ci sont remboursées au CONSULTANT. Pour être remboursée, une dépense doit être réclamée par le CONSULTANT et approuvée par le CLIENT ou, imposée par la loi.

Ces dépenses sont remboursées au CONSULTANT sur présentation de pièces justificatives (excluant les taxes) ou selon les montants inscrits au contrat ou négociés entre les parties et approuvés par le CLIENT.

Sous-traitance

Il est de la responsabilité du CONSULTANT de procéder à la vérification et à l'approbation des pièces justificatives que doit lui soumettre le sous-traitant.

La facture de la sous-traitance est une dépense remboursable qui doit être jointe à la facturation du CONSULTANT, sans pièce justificative. Le CLIENT se réserve le droit de procéder aux vérifications qu'il juge à propos, selon les termes prévus à la clause générale intitulée COMPTABILISATION DES COÛTS ET DROIT DE VÉRIFICATION – DOCUMENTS RELATIFS AU CONTRAT.

3. Frais de déplacement

Le CONSULTANT facture ses frais de déplacement sur présentation de pièces justificatives avec approbation du CLIENT ou selon les tarifs maximaux indiqués ci-dessous.

• Indemnités lors d'utilisation du véhicule personnel :

Le CONSULTANT facture les tarifs réellement versés à son personnel, sans dépasser les tarifs mentionnés au présent tableau d'indemnités, pour tout membre de son personnel en déplacement avec l'autorisation du CLIENT.

Indemnités pour véhicules	
Véhicule personnel (automobile ou camionnette)	0,52 \$ du kilomètre
Véhicule personnel avec remorque	0,62 \$ du kilomètre

- **Repas et hébergement :**

Le CONSULTANT facture les sommes réellement versées à son personnel sans dépasser les tarifs mentionnés en a.1) ou en a.2) ou bien les dépenses avec pièces justificatives, selon les modalités citées en b), pour tout déplacement satisfaisant à toutes les conditions suivantes :

- à la demande du CLIENT, la ressource du CONSULTANT se déplace à plus de 50 km de l'adresse d'affaires du représentant du CONSULTANT identifiée au contrat aux fins d'administration ;
- le CLIENT ne fournit pas d'installations (repas ou hébergement) accessibles ;
- le CONSULTANT a réellement remboursé à son personnel tous les frais qu'il réclame au CLIENT.

a.1 Allocation de séjour (repas et hébergement)

Allocation fixe par jour, sans pièces justificatives (Pour 3 repas et 1 coucher sur une période de 24 heures consécutives)	
Séjour <i>maximal</i> de 10 jours consécutifs	140,00 \$
Séjour <i>de plus</i> de 10 jours consécutifs	95,00 \$

Lorsque cette option est retenue par le CONSULTANT, aucuns frais de repas ou d'hébergement ne peuvent être facturés avec pièces justificatives et ce, pour un même séjour. Toute dépense de repas, encourue sur une période de moins de 24 heures durant un même séjour, est remboursée selon les modalités prévues au paragraphe a.2 intitulé *Allocation pour les repas*.

a.2 Allocation pour les repas

Allocation maximale, sans pièces justificatives	
Déjeuner	10,00 \$
Dîner	15,00 \$
Souper	20,00 \$

b. Repas et hébergement avec pièces justificatives

Montants raisonnables approuvés par le CLIENT, sur présentation de pièces justificatives (excluant les taxes et incluant les pourboires)

4. Rapport d'avancement des travaux

Le CONSULTANT doit transmettre, à la demande du CLIENT, un rapport d'avancement des travaux. Ce rapport met en évidence les montants estimés et dépensés des services par rapport au pourcentage des travaux exécutés à la date du rapport.

Le rapport d'avancement des travaux peut être demandé, soit pour l'ensemble du contrat, ou détaillé par lot de travail ou par commande, selon le cas.

5. Facturation et paiement

Le CONSULTANT présente sa facture au CLIENT pour les services exécutés, selon les modalités de paiement indiquées au contrat.

La facture doit indiquer séparément a) les numéros de référence et de commande, b) les honoraires (versements forfaitaires ou tarifs fixes) c) les dépenses remboursables, d) les numéros d'inscriptions du CONSULTANT pour la taxe sur les produits et services (T.P.S.) et la taxe de vente du Québec (T.V.Q.), e) les montants de taxes (T.P.S. et T.V.Q.), si applicable.

Veuillez adresser votre (vos) facture(s) avec pièces justificatives par courriel selon les modalités indiquées à l'adresse suivante :

www.hydroquebec.com/soumissionnez/envoi-factures.html

Le CLIENT se réserve le droit d'apporter, en tout temps, tout redressement ou toute correction nécessaire aux comptes du contrat et de réclamer du CONSULTANT tout montant payé en trop, ou de retenir tel montant sur les sommes qu'il peut devoir au CONSULTANT pour quelque raison que ce soit en vertu de ce contrat.

Le CONSULTANT inscrit sur sa dernière facture la mention «facture finale» où il confirme par écrit, au CLIENT, que tous les coûts relatifs au contrat ont été facturés. La mention de «facture finale» s'applique également à chaque commande.

Le CLIENT émet un paiement au CONSULTANT au montant de la facture, diminué de tout montant dû par le CONSULTANT au CLIENT pour quelque raison que ce soit en vertu du contrat, trente (30) jours suivant la réception de la facture, ou quarante (40) jours suivant la date de réception s'il s'agit d'une facture finale.

Aucun paiement fait par le CLIENT au CONSULTANT ne constitue une acceptation des services rendus ou une reconnaissance que le montant payé est dû.



ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITÉ

NOM DE L'ENTREPRISE : Bureau de normalisation du Québec
Ci-après appelée « **l'Entreprise** »

NUMÉRO DE RÉFÉRENCE DU CONTRAT : 21274-20003

NUMÉRO DU CONTRAT-CADRE (46xxxxxxxxxx) : 4600031348

Je, soussigné(e) _____, reconnais que la nature même des services prévus au présent contrat qu'HYDRO-QUÉBEC a confié à l'Entreprise nécessite un échange d'informations protégées par HYDRO-QUÉBEC. Je m'engage donc à garder confidentiels les renseignements auxquels j'aurai accès dans le cadre de l'exécution de ce contrat ainsi que l'ensemble des travaux réalisés et toutes les données en résultant.

Les renseignements confidentiels comprennent entre autres les renseignements personnels sur les employés, clients, fournisseurs ou tiers, les renseignements financiers, commerciaux, industriels, scientifiques, techniques ou les secrets de commerce ou industriels, appartenant notamment à HYDRO-QUÉBEC.

Je m'engage à ne prendre connaissance que des renseignements dont j'ai réellement besoin pour réaliser les travaux. Je m'engage en outre à ne communiquer aucun renseignement confidentiel à un tiers.

Je m'engage à ne pas utiliser les renseignements fournis par HYDRO-QUÉBEC ou recueillis par moi-même pour d'autres fins que celles expressément prévues au contrat et notamment, à ne pas publier, distribuer, donner ou faire le commerce des renseignements obtenus dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Je m'engage en outre à ne pas divulguer les renseignements à quiconque n'est pas affecté à l'exécution du présent contrat.

Je m'engage à respecter les instructions qui me seront données par l'Entreprise ou HYDRO-QUÉBEC à l'égard de la cueillette, l'accès, la communication, la conservation et la destruction des renseignements confidentiels.

Je reconnais que le défaut de respecter la confidentialité de ces renseignements peut causer à HYDRO-QUÉBEC un préjudice sérieux ou irréparable.

Je reconnais que tout équipement branché à un réseau de télécommunications d'HYDRO-QUÉBEC doit être sous le contrôle complet d'HYDRO-QUÉBEC et qu'il est interdit de brancher au réseau tout autre équipement à moins d'avoir conclu une entente avec HYDRO-QUÉBEC prévoyant les conditions d'utilisation et la gestion de la sécurité de l'infrastructure.

Je m'engage, à l'expiration de mon mandat ou la cessation effective de mes activités ou à la fin du contrat ou en tout temps au cours de l'exécution du contrat, sur demande écrite d'HYDRO-QUÉBEC, à retourner tous les renseignements fournis par HYDRO-QUÉBEC ou l'Entreprise ou recueillis par moi-même pour ceux-ci. Je m'engage également à détruire et effacer de façon irrécupérable toute copie de ces renseignements ou toute copie de logiciel appartenant à HYDRO-QUÉBEC en propre ou sous licence remis ou recueillis dans le cadre de l'exécution de ce contrat incluant ceux pour travailler sur mes propres équipements, et à fournir à HYDRO-QUÉBEC un document établissant qu'aucun renseignement ou logiciel, sous quelque forme que ce soit, n'a été conservé.

Le présent engagement demeure en vigueur même après l'expiration du présent contrat.

Et j'ai signé à _____, ce _____ e jour du mois de _____ de l'année _____.

Nom de la Ressource

Par (Nom) : _____

Signature : _____

Titre : _____